

«La pression des actionnaires sur le Credit Suisse a porté ses fruits»

Rémunérations Coup de théâtre à deux semaines de l'assemblée générale: la direction générale a décidé de baisser ses bonus de 40%. Pour Vincent Kaufmann, directeur d'Ethos, l'initiative Minder prend enfin vie.

Élisabeth Eckert

elisabeth.eckert@lematindimanche.ch

Tidjane Thiam, directeur général de la grande banque, à lui seul, aurait dû toucher cette année 12 millions de francs. L'ensemble de la direction générale devait se répartir 26 millions de francs. Ce sera donc 40% de moins. C'est tout du moins ce que proposent, «sur une base volontaire», le CEO et les dirigeants de Credit Suisse: «Si la stratégie du groupe ne pose pas de problèmes, affirme le communiqué diffusé vendredi, tôt le matin, certains actionnaires ont exprimé des réserves face à la rémunération variable octroyée à la direction générale.» Ces actionnaires, ce sont Ethos et de gros investisseurs américains, conseillés par les sociétés ISS et Glass Lewis. Le directeur d'Ethos, Vincent Kaufmann, réagit à chaud.

Cette décision est-elle une surprise?

Oui! C'est tout d'abord la première fois qu'on observe un recul volontaire des bonus de cette ampleur. Ensuite, cette annonce s'est produite à quelques jours seulement de l'assemblée générale du 28 avril, alors que tout était écrit noir sur blanc. Enfin, cette proposition provient, étrangement, de la direction générale et du CEO Tidjane Thiam, alors qu'en principe, ç'aurait dû au conseil d'administration et à son président Urs Rohner de le faire.

Que s'est-il passé, selon vous?

Nous n'avons pas encore pris contact avec la banque; nous allons reprendre le dialogue avec elle dès mardi. Mais il semble clair que les douze membres de la direction ont dû faire leur calcul et réaliser qu'il y avait un vrai risque de voir les bonus proposés de 26 millions de francs pour 2016, ainsi que 52 millions de bonus futurs, qui devaient être distribués d'ici à 2020, être balayés. Mieux valait 40% de moins que zéro franc! Car, cette année, Ethos était loin d'être seule à contester ces rémunérations. Le fonds souverain norvégien a ainsi fait savoir la semaine dernière que, pour chaque société où il est actionnaire, ce qui est le cas pour Credit Suisse, il exigerait désormais un plafond pour la rémunération totale du management et du CEO. Par ailleurs, deux sociétés américaines de conseil aux actionnaires, ISS et Glass Lewis, ont également rendu public leur refus. La pression des actionnaires en amont de l'assemblée générale a porté ses fruits.

Ensemble, vous pesez combien?

Ethos, par le biais des caisses de pension que nous représentons, pèse environ 3 à 4% du capital du CS. Les clients d'ISS représentent, selon nos estimations, entre 15 à 20%, ceux de Glass Lewis 10% et les Norvégiens 5%. De surcroît, nombre de petits actionnaires avaient, l'an dernier, rejeté le rapport de rémunérations. S'ils réitéraient leur vote cette année, ce qui était fort probable, nous aurions très probablement atteint les 50% de non aux montants des bonus. Cela prouve que l'initiative Minder contre les rémunérations abusives a fait son œuvre. L'annonce faite par la direction de Credit Suisse montre que ces nouveaux droits permettent aux actionnaires d'exercer une pression importante et d'éviter les abus.

Ethos va-t-elle retirer ses oppositions?

Nous allons en discuter très vite; car les sommes restantes – plus de 15 millions pour les bonus 2016, dont plus de 7 millions pour le CEO et quelque 31 millions de bonus futurs – restent tout de même très élevées.

Dans votre prise de position, début avril, vous vous êtes montrés très sévère envers Credit Suisse. Vous avez une dent contre cette banque?



«Pour les seuls douze membres de la direction générale, la banque promettait des bonus incompréhensibles de 110 millions de francs d'ici à 2020»

Vincent Kaufmann, directeur d'Ethos

Non. Il s'agit juste là, pour nous et pour d'autres investisseurs, d'une situation incompréhensible. On ne comprend pas pourquoi on verse des bonus au management, ainsi qu'aux salariés, en tête desquels, très probablement, ceux de *l'investment banking*, de 3 milliards de francs tout de même, alors que la banque a fait une perte de 2,7 milliards de francs en 2016 et des provisions pour 3 milliards, destinés à couvrir notamment les risques juridiques, y compris et à nouveau les récentes enquêtes internationales pour fraude fiscale. Cette somme globale n'a pas baissé; elle est au contraire en légère hausse pour 2016, alors même que la banque va encore supprimer des emplois, 5000 annoncés pour cette année, dont plusieurs centaines en Suisse.

Vous demandiez également la non-réélection du président du conseil d'administration, Urs Rohner, et du vice-président, Richard Thornburgh.

Vous allez maintenir cette demande? Absolument. Urs Rohner, en tant que président depuis avril 2011, incarne l'établissement. Or, son bilan est loin d'être bon. Sur cette période, Credit Suisse a dû réaliser 10,9 milliards de francs de provisions, dont 7,4 milliards ont été utilisés pour mettre fin à des contentieux juridiques. Parallèlement, l'action de la banque a perdu près de la moitié

de sa valeur et le nombre d'employés en Suisse a été réduit de 20%, à 17 020 à la fin de 2016. De plus, Urs Rohner et Richard Thornburgh faisaient tous deux partie de la direction générale du CS entre 2005 et 2007, années durant lesquelles la banque a vendu des produits financiers toxiques et raison pour laquelle le groupe a été condamné, début 2017, à payer une amende de 2,5 milliards de dollars et des probables dédommagements aux investisseurs lésés qui pourront atteindre jusqu'à 2,8 milliards de dollars sur les cinq prochaines années. Enfin, Urs Rohner a soutenu jusqu'au bout la stratégie d'expansion massive de la banque d'investissement du précédent CEO, Brady Dougan, avant de devoir opérer un virage à 180° il y a moins de deux ans avec Tidjane Thiam, face aux pertes massives dues aux affaires outre-Atlantique.

Depuis la votation de 2013, beaucoup croyaient que l'initiative Minder n'a servi à rien.

L'exemple Credit Suisse montre bien que ce n'est pas le cas. Pour preuve: les 44 millions de francs de rémunérations à l'ex-CEO et président de Novartis Daniel Vasella ne sont plus de mise! Mais c'est un fait: depuis l'acceptation de cette initiative, les sociétés suisses ont trouvé un moyen, tout à fait légal par ailleurs, de la contourner. Il s'agit de faire voter les rémunérations variables à l'avance, en deman-

dant un budget maximal à l'assemblée générale. Dans le cas de Credit Suisse, c'est flagrant avec ces 52 millions de francs de bonus qui étaient demandés, délivrés principalement sous forme d'actions, et versés définitivement d'ici à 2020 en fonction des résultats futurs.

D'autres exemples? Nestlé a fait voter un budget de rémunérations totales pour 2018 de 70 millions de francs ou Novartis de 99,9 millions de francs pour les membres de la direction pour l'année prochaine. Ce budget comprend, certes, les salaires fixes, ce qui est normal, mais aussi les bonus maximums qui pourraient être versés à la direction générale pour l'exercice à venir, sans communiquer les objectifs précis. Aujourd'hui, les deux tiers des 204 entreprises cotées au SPI ont adopté cette pratique du budget anticipé. C'est un chèque en blanc au conseil d'administration.

Où allez-vous encore dire non?

Le 3 mai, tout d'abord, chez LafargueHolcim qui se trouve aujourd'hui confronté à des versements à Daech en Syrie et contre laquelle une enquête a été ouverte en France. Nous recommandons de refuser la décharge. Puis le lendemain, nous allons nous opposer à la rémunération de Sergio Ermotti, CEO d'UBS, de 13,7 millions de francs pour l'exercice 2016, alors même que le bénéfice a plongé de 40%. ●

En dates

1980

Naissance
Vincent Kaufmann est né le 9 juin 1980, à La Chaux-de-Fonds.

Études

2004
Il obtient un master en gestion d'entreprise à l'Université de Genève, puis, un diplôme fédéral d'expert en finance et controlling.

2003

Carrière
Il entre à la Fondation Ethos, qui regroupe aujourd'hui 200 caisses de pension, dont le but est de promouvoir l'investissement responsable.

2015

Nomination
Il succède à Dominique Biedermann, aujourd'hui président d'Ethos.

«Cette annonce de réduction volontaire des bonus est une première spectaculaire»

Sébastien Anex